

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



DÉCLARATION DE LA RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE À L'OCCASION DE LA
DEUXIÈME SOMMET SOCIAL

DOHA QATAR , 4 Novembre 2025

Madame la Présidente de L'Assemblée Générale ,
Excellences
Mesdames et Messieurs,

C'est l'honneur de prendre la parole au nom de **Son Excellence le Professeur Faustin Archange TOUADÉRA**, Président de la République centrafricaine, qui m'a chargé de vous transmettre ses salutations les plus respectueuses, ainsi que ses vifs remerciements à **Son Altesse Sheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar**, et à l'ensemble du peuple qatari, pour l'accueil fraternel, la parfaite organisation et l'esprit d'ouverture avec lesquels ce Sommet a été préparé et conduit.

Madame la Présidente,
Excellences,

La République centrafricaine s'exprime aujourd'hui avec la voix de ceux que la géographie et l'histoire ont rendus à la fois vulnérables et résilients. En tant que pays à la fois parmi les moins avancés (PMA) et sans littoral (PDSL), la République Centrafricaine illustre la double contrainte du développement contemporain : celle de l'éloignement des marchés mondiaux et de la fragilité structurelle des économies enclavées.

Mais cette double appartenance n'est pas une fatalité. Elle est, au contraire, une invitation à repenser la solidarité internationale et à adapter les modèles de développement aux réalités de terrain. Nos défis sont connus : accès limité aux infrastructures, coût élevé des échanges, dépendance logistique, et vulnérabilité face aux chocs climatiques et sécuritaires. Pourtant, ces contraintes n'ont jamais altéré la volonté du peuple centrafricain de bâtir un avenir fondé sur la paix, la dignité et la justice sociale.

À travers le **Plan national de développement 2024–2028**, le Gouvernement centrafricain s'est engagé dans une stratégie de transformation inclusive qui place **le capital humain, la connectivité régionale et la gouvernance sociale** au cœur de ses priorités. Dans cet esprit, la RCA accueille avec espoir la **Déclaration politique de Doha**, qui reconnaît pleinement les besoins spécifiques des **pays en**

situation particulière, et qui redonne sens à l'équité, à la coopération et à la responsabilité partagée.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Trente ans après le Sommet de Copenhague, les écarts en matière de développement social demeurent criants, en particulier dans les pays fragiles et enclavés comme la République centrafricaine. Les données de la Banque mondiale indiquent que plus de **70 % de notre population a moins de 30 ans**, mais qu'un jeune sur deux reste sans emploi stable ou relégué à l'économie informelle. Ce déséquilibre démographique, lorsqu'il n'est pas accompagné par des politiques inclusives, se transforme en facteur d'instabilité.

C'est pourquoi ce Sommet revêt pour nous une signification particulière : il redonne sens à l'engagement pris à Copenhague, celui d'un développement centré sur l'humain, où la justice sociale est un impératif de paix.

Madame la Présidente,

C'est précisément dans cet esprit que la République centrafricaine a choisi d'ancrer la paix dans la vie quotidienne de ses citoyens. Depuis 2021, plus de **2 500 microprojets communautaires** ont été financés à travers tout le pays dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et de la cohésion sociale, touchant directement près de **1,2 million de bénéficiaires**, dont **60 % de jeunes et de femmes**. Ces initiatives locales, portées par les collectivités et la société civile, traduisent une conviction simple : la paix durable naît de la proximité, de la participation et du sentiment d'appartenance. C'est ce tissu de confiance, patiemment reconstruit, qui prépare aujourd'hui le terrain à un rendez-vous décisif pour notre nation.

Sur le plan de la justice sociale, nous avons adhéré la Coalition Mondiale pour la justice sociale lancée par l'Organisation Internationale du Travail avec comme priorité la "croissance économique" allé au "progrès social" Nous avons intégré les Normes Internationales du Travail à travers des Conventions et des recommandations dans notre corpus national pour renforcer le travail décent. De plus, la loi sur la parité homme-femme a été adopté.

Sur le plan des droits humains et de la protection, la République Centrafricaine se positionne comme pays pionnier dans la lutte contre la traite des personnes, l'esclavage moderne et les pires formes du travail des enfants, qui mettent à mal la dignité humaine.

Excellence Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs ;

Notre pays fait de la justice sociale un socle de paix, de stabilité et de relance économique durable. Cependant, nous sommes conscients que sans une mobilisation solidaire au niveau international, ces efforts ne peuvent produire tous leurs effets.

Nous appelons donc à :

- Un financement soutenu des systèmes nationaux de protection sociale ;
 - Une coopération renforcée pour lutter contre les formes modernes d'exclusion et d'exploitation ;
 - Un renforcement des systèmes de protection sociale universelle, y compris pour les travailleurs informels ;
- 4
- Un investissement massif dans l'emploi décent et durable, les compétences et la transition verte ;

- Une inclusivité dans les politiques publiques, notamment en garantissant l'accès à l'éducation, la santé et la justice pour tous ;

Mesdames et Messieurs ;

Ensemble, relevons le défi de relancer l'action mondiale pour le progrès social.

Vive la coopération internationale,

Je vous remercie